

**Union européenne - Déclaration de
la Haute représentante, au nom de
l'Union européenne, relative à
l'alignement de certains pays tiers
concernant des mesures restrictives
à l'encontre de la République
démocratique du Congo -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 09 janvier 2018)**

Le 12 décembre 2016, le Conseil a adopté la décision (PESC) 2016/2231 (1), en réponse aux entraves au processus électoral en RDC et aux violations des droits de l'Homme qui y étaient liées.

Le 11 décembre 2017, il a adopté la décision (PESC) 2017/2282, qui prolonge les mesures restrictives existantes jusqu'au 12 décembre 2018.

L'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, l'Islande et le Liechtenstein, pays de l'AELE membres de l'Espace économique européen, ainsi que la République de Moldavie et l'Arménie s'alignent sur cette décision du Conseil.

Ces pays veilleront à ce que leurs politiques nationales soient conformes à cette décision du Conseil.

L'Union européenne prend acte de cet engagement et s'en félicite./.

(1) Décision (PESC) 2016/2231 du Conseil du 12 décembre 2016 modifiant la décision 2010/788/PESC concernant l'adoption de mesures restrictives à l'encontre de la République démocratique du Congo (JO L 336 du 12.12.2016, p. 7).

* - L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.